



Nature et Ville : L'impossible compromis?

De la Ville "prédatrice" de la Nature...

L'histoire des relations entre nature et urbanisation est tout sauf un "long fleuve tranquille". "Faire la ville" a depuis les origines de l'urbanisation signifié utiliser, contrôler voire asservir la Nature (certes, à des degrés divers) pour les besoins de l'Homme se voyant désormais "urbain". Cependant, jusqu'au début de l'industrialisation en Europe il y a un peu plus de deux siècles, l'intrusion de la ville dans la nature est restée somme toute mesurée, l'économie urbaine naissante dépendant encore très largement de ressources forestières, fluviales ou maritimes, et de productions agricoles en grande partie "de proximité".

En effet, c'est seulement avec les deux Révolutions industrielles à partir de la fin du XVIIIe siècle et surtout depuis la seconde moitié du XIXe siècle que l'industrie pénètre et "fabrique" la ville à grande échelle. La croissance urbaine très rapide se fait alors prédatrice de la nature, à la fois de manière extensive par la consommation d'espaces naturels et agricoles, et de manière intensive, le cœur même des villes industrielles se densifiant au détriment des espaces naturels. Artificialiser les sols et construire des usines, des logements, des commerces, des infrastructures, des voies de transport... est ainsi devenu le cours normal des choses pour "héberger" les activités et les hommes, alors que le rapport à la nature s'est progressivement distendu, voire rompu dans certains cas.

Le XXe siècle et ces deux premières décennies du XXIe siècle ont encore accéléré ce processus, même si c'est désormais l'économie tertiaire qui occupe principalement le centre des villes, les industries étant largement déplacées dans les périphéries, voire "ailleurs" (délocalisations massives vers les pays en développement ou émergents).

Figure: Différentes conceptions des éléments de la nature dans le projet urbanistique original de Belo Horizonte – Fin du XIXe siècle. Source: Nascimento, Bertrand-Krajewski, Brito, 2013.

Légende: Planta A (esq) - traçado geométrico original; Planta B (dir) - proposição do traçado sanitário de Brito.

Cette "urbanisation du monde", selon les termes de Michel Lussault (2013), se traduit par toujours davantage de consommation d'espace et de ressources naturelles à tel point qu'avoir encore "de la nature en ville" ou aux périphéries des villes est devenu dans de nombreux cas presque un "luxe", à un point tel que pour beaucoup de citoyens l'insatisfaction du "désir de nature" relève d'une forme de déni du "droit à la ville".

Ainsi, au cours des dernières décennies, au Nord comme au Sud, l'urbanisation et son exacerbation au travers des dynamiques de métropolisation (du régional au global) se sont nourries de processus massifs d'étalement urbain, de périurbanisation et de consommation d'espaces naturels ou agricoles, comme cela a été le cas en France (Guéringer, Hamdouch, Wallet, 2016). Parallèlement, les "maux urbains" se sont développés avec une intensité inégale et constituent aujourd'hui des défis majeurs pour les villes et leurs responsables : pollutions multiples (sols, eau, air), déchets dangereux (notamment électriques et électroniques), dégradation des paysages, risques accrus d'inondation dus à l'artificialisation excessive des sols, etc.

Or, en dépit des enjeux cruciaux liés au changement climatique, à l'épuisement des ressources et à l'érosion de la biodiversité, le contexte actuel d'urbanisation à marche forcée un peu partout dans le monde¹ n'apparaît pas particulièrement propice, ou en tout cas pas de manière aisée, à une véritable restauration de la place de la nature en ville et autour des villes, encore moins à la définition de politiques, stratégies et pratiques permettant de construire des compromis viables entre nature et ville.

Pourtant, comme le souligne Lise Bourdeau Lepage (2017, 2020), non seulement la ville a pu être "clémentine" pour la nature dans le passé, mais elle y remplit aujourd'hui plus que jamais des services et fonctions irremplaçables. Sa contribution à l'esthétique du paysage, à la qualité du cadre de vie, à la disponibilité d'espaces récréatifs, de loisirs et de sociabilité "verts", comme à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau, à l'accès à proximité à une alimentation de qualité... en fait aujourd'hui un "must" incontournable et non plus une "option", un choix facultatif.

De ce fait, et en raison de la prégnance de l'urbain sur les espaces naturels, agricoles et semi-ruraux, les relations entre nature et ville constituent un des axes majeurs des questionnements contemporains sur le développement territorial durable et sur les modalités de la mise en œuvre de ses principes au sein des territoires (Carrière, Hamdouch et Latu, 2016).

... À la difficulté de définir des compromis viables entre nature et ville

Si les enjeux liés au développement territorial durable (DTD), en général, et du développement urbain durable (DUD), en particulier, sont aujourd'hui relativement bien identifiés et reconnus comme essentiels tant dans la sphère académique qu'au niveau des décideurs politiques et des acteurs territoriaux, la reconfiguration des réglementations et politiques, et surtout la mise en œuvre opérationnelle de mesures et d'actions permettant de limiter les effets de l'urbanisation et de redonner à la nature la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, restent très problématiques.

¹ Pour ne citer qu'une référence ici, le lecteur pourra se reporter à l'excellent numéro de la revue *Réalités Industrielles* (2008) intitulé « Hégémonie de la ville », dont les articles illustrent de multiples manières la prégnance de l'urbanisation prioritairement guidée par les besoins de l'économie et de ses effets (en termes fonciers, environnementaux...), au Nord comme au Sud.

² En particulier, le SRADET (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires) au niveau régional et le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) au plan local et intercommunal constituent des outils de planification censés contenir, dans une certaine mesure, une croissance urbaine effrénée et, de manière concomitante, une consommation excessive des espaces naturels et agricoles.

Certes, en France par exemple, l'évolution des réglementations et des outils de planification territoriale² est en principe favorable à la limitation de la consommation d'espaces agricoles et naturels et à une gestion environnementale plus vertueuse, mais les choix et pratiques restent très hétérogènes d'un territoire à l'autre en termes de contraintes (ou, inversement, de "degrés de liberté") relatives à l'artificialisation des sols et aux constructions.

Cependant, dans l'ensemble, force est de constater que le développement durable peine encore à pénétrer les territoires et les pratiques des acteurs dès lors qu'il s'agit de définir et d'engager des actions concrètes visant à "changer les règles du jeu", c'est-à-dire à modifier les normes de comportement et les pratiques des acteurs dans un sens favorable à la protection de l'environnement et de la nature, et à la lutte contre le changement climatique et ses conséquences à plus ou moins long terme.

Cette difficulté tient tout d'abord au fait que l'articulation entre les objectifs du développement territorial (développer l'économie, créer des emplois, attirer des résidents, des investisseurs, des touristes...) et ceux du développement durable (protéger l'environnement et le climat, limiter la consommation des ressources naturelles, préserver la biodiversité...) est tout sauf "naturelle" tant les contradictions entre ces deux types d'objectifs peuvent être fortes, voire irréductibles, au moins à court et moyen terme (Carrière, Hamdouch et Iatu, 2016).

Sur un plan plus général, et c'est sans aucun doute le problème majeur, tout changement institutionnel (adoption de nouvelles règles du jeu et normes de comportement) pose un problème de coordination des acteurs dès lors que les intérêts respectifs de chaque acteur (ou groupe d'acteurs) sont spécifiques, voire structurellement conflictuels avec ceux des autres acteurs, et que suivant sa rationalité individuelle chaque acteur (ou partie prenante) est incité à vouloir définir des règles du jeu en sa faveur (Hamdouch, 2005).

De ce fait, comme cela est maintenant bien documenté dans la littérature (voir entre autres : Hamdouch, 2010 ; Hamdouch et Zuideau, 2010a, 2010b ; Brot, Gérardin et Hamdouch, 2012 ; Carrière et al., 2013 ; Carrière, Hamdouch et Iatu, 2016 ; Guéringier, Hamdouch, Wallet, 2016 ; Carrière et al., 2020), introduire des changements dans la gestion des ressources et adopter des mesures (nécessairement contraignantes) de protection de l'environnement s'avèrent être des processus extrêmement complexes, difficiles et longs, et ce quels que soient la nature du territoire (urbain, périurbain, rural, naturel), son échelle (locale, régionale, nationale, internationale) et son contexte (géographique, politique, institutionnel, socioéconomique et culturel).

On peut alors aisément comprendre que la relation entre nature et ville soit particulièrement tendue lorsque des intérêts spécifiques sont en jeu (notamment en raison des stratégies foncières et immobilières des acteurs publics et privés), avec comme illustration typique l'émergence (voire l'exacerbation) de conflits autour d'espaces convoités pour des usages ou fonctions alternatifs (Torre et Beuret, 2012 ; Guéringier, Hamdouch et Wallet, 2016 ; Serrano, Hamdouch et Valois, 2020).

En particulier, en raison de la pression foncière pour toujours plus de construction et de croissance urbaine, et surtout de l'asymétrie structurelle des pouvoirs d'influence et de négociation entre les différentes parties prenantes (celles représentant la société

civile, les citoyens et les associations de défense de l'environnement étant la plupart du temps dominées par les acteurs "de l'économique" dans les processus de décision, par exemple en matière d'occupation des sols et de zonage), la nature reste souvent le parent pauvre des politiques urbaines et des stratégies d'aménagement, qui donnent généralement priorité à l'économique, aux infrastructures de transport consommatrices d'espace (y compris d'espaces publics), et au logement (plus ou moins dense).

La pression et la spéculation foncières travaillent ainsi les territoires comme des rouleaux compresseurs que rien ne semble pouvoir arrêter, sauf quand la nature en ville est considérée comme une aménité (parmi d'autres) des stratégies d'attractivité urbaine et de marketing territorial pour attirer des catégories socioprofessionnelles supérieures et des investissements, en particulier des investissements directs étrangers (Carrière et De La Mora, 2018). De ce fait, au mieux, redonner à la nature davantage de place et de visibilité en ville agit souvent comme un facteur de gentrification des centres-villes qui pousse à la relégation des populations moins "fortunées" vers les périphéries (voire le semi-rural), contribuant ainsi, presque mécaniquement, à l'étalement urbain et au mitage des espaces naturels et agricoles en périphérie des villes...

D'où cette contradiction frappante : faire place à la nature en ville pour les "heureux élus" de l'urbanisation, c'est empiéter sur la nature pour permettre aux "malheureux perdants" du développement urbain de pouvoir se loger "ailleurs", dans les périphéries, créant ainsi une prédation supplémentaire des espaces naturels et agricoles en les sacrifiant sur l'autel de la croissance urbaine "pour le développement économique".

Ainsi, la question de la nature en ville fait-elle immédiatement surgir une autre question cruciale, celle du droit à la ville (Fernandes et Chagas, 2018) de l'équité des citoyens dans l'accès à des espaces de vie "de qualité" dans la ville, en termes de conditions environnementales de vie et d'accès à des espaces naturels de proximité.

Gentrification d'un côté, fragmentation urbaine, discriminations sociales, déplacement et désappropriation des populations... de l'autre, l'accès à la nature (à proximité) et à un environnement de vie sain pour tous soulève la question fondamentale de savoir, dans les discours sur la ville "durable", "créative", "intelligente", "cohésive"... pour qui la préservation ou la restauration de la nature en ville est réellement bénéfique.

En dehors du fait que ces qualificatifs à la mode accordent généralement peu d'intérêt à la place de la nature en ville (au-delà de simples espaces verts considérés comme un "effort nécessaire" par les promoteurs et de nombreux élus pour attirer précisément les populations "solvables"), les stratégies urbaines restent, dans l'ensemble, peu portées à considérer spontanément, ou "naturellement", le fait que tous les citoyens et usagers de "l'urbain" ont un "droit à la nature" en même temps qu'ils ont un "droit à la ville".

Dans ce contexte, seules les contestations, mobilisations et luttes citoyennes pour la préservation de la nature en général (cas par exemple de l'abandon du projet du nouvel aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes), et en ville en particulier³, couplées avec l'émergence d'exécutifs locaux plus perméables que d'autres à la "cause environnementale", apparaissent à même d'infléchir les dynamiques d'urbanisation prédatrice de la nature, ou au moins à en limiter les effets.

³De nombreux cas de contestations citoyennes face à des projets urbains consommateurs d'espace (notamment dans le cas des reconversions de friches urbaines), en attestent. Pour des illustrations dans des contextes institutionnels et urbains très variés, voir par exemple : Hamdouch et al. (2017) ; Ghaffari, Hamdouch et Klein (2017) ; Nyseth et Hamdouch (2019). Le cas de la mobilisation des mouvements citoyens contre la construction de la nouvelle autoroute urbaine, qui devait traverser le Royal Park à Stockholm, constitue également une illustration très parlante de la force potentielle de contestation des citoyens contre des projets destructeurs de nature en ville (cf. Hamdouch, 2015).

Ces contestations et mobilisations citoyennes locales, qui relèvent du vaste champ de l'innovation sociale (voir notamment : Moulaert et al., 2013 ; Drew, Klein et Hulsbergen, 2008 ; Klein et al., 2016 ; Hamdouch et al., 2017 ; Nyseth et Hamdouch, 2019), combinées avec des innovations de toute nature (technologique, organisationnelle, institutionnelle... et en matière d'aménagement et de planification), peuvent ainsi contribuer à "faire la ville durable" (Forest et Hamdouch, 2015) en impulsant des changements de pratiques et de comportements dans de nombreux domaines (alimentation, gestion des déchets, mobilité, trames vertes et bleues, formes d'habitat...).

In fine, plutôt que d'espérer vainement le "grand soir" de la fin de l'urbanisation prédatrice et sans limites qui viendrait "d'en haut", la conviction qui s'affirme progressivement est que c'est par l'action collective, la mobilisation citoyenne et la multiplication des initiatives innovantes au plan local que les relations entre nature et ville pourraient, potentiellement et de manière cumulative, contribuer à changer de "modèle" en dépassant les deux "paradigmes" qui se sont succédés historiquement avec l'urbanisation des deux derniers siècles :

- *Le paradigme "anthropique"* dans lequel la Nature a été "hôte de la Ville" à travers l'étalement urbain, la périurbanisation et la métropolisation, se traduisant notamment par l'artificialisation excessive des sols, la consommation de plus en plus d'espace naturel et agricole, la destruction de la biodiversité, des paysages, des ressources... et du cadre de vie et de socialisation ;

- *Le paradigme "utilitariste"*, avec la Ville comme "hôte de la Nature" via la création d'espaces verts, le développement (très limité) de l'agriculture urbaine, la végétalisation des façades et des toits ("nature esthétique") ; dans ce cadre, la nature a une place plus ou moins limitée (un "strapontin" pourrait-on dire). Pis, pour les promoteurs et acteurs de l'économie, elle représente presque un "mal nécessaire" afin de préserver l'attractivité de la ville pour les catégories socio-professionnelles élevées...

Dépasser ces deux "paradigmes" nécessite alors de trouver de nouveaux équilibres innovants et pérennes pour "re-fabriquer la ville" autour d'un urbanisme raisonné, i.e. pour faire une ville "vivante" (Wright, 1958) et "conviviale" (Hinchliffe et Whatmore, 2006). Evoluer vers ce que l'on pourrait appeler un "paradigme symbiotique" entre Nature et Ville (ce que Lise Bourdeau-Lepage, 2020, qualifie d'"alliance") requiert de fait de faire un saut qualitatif difficile, mais possible s'il s'appuie à la fois sur l'accumulation patiente d'initiatives, d'expérimentations et de pratiques innovantes, et sur une mutation profonde (aux plans philosophique et opérationnel) des approches en matière de planification et d'aménagement.

Le défi conjoint des responsables politiques, des aménageurs et des citoyens est ainsi d'être capables, ensemble et progressivement, par la concertation comme par le conflit "créateur", de changer la "nature de l'urbain" pour aller vers une "nature urbaine" prégnante, significative, prioritaire... pour tous et durable.

Des problématiques transversales

Au-delà de leur diversité en termes de contextes territoriaux, d'approches théoriques et méthodologiques, d'angles d'analyse..., les dix articles rassemblés dans ce numéro

se raccordent bien, chacun à sa manière, à l'une ou plusieurs des dimensions évoquées plus haut. Aussi et surtout, pris ensemble, ils reflètent la complexité des relations/articulations (parfois dangereuses, parfois vertueuses) entre Nature et Ville face à la pression foncière et à l'urbanisation à marche forcée. Ils soulignent également, de diverses manières, comment l'émergence de contrepouvoirs et de contestations citoyennes contribuent, a minima, à "sauver la nature" en ville et face à la ville, et, potentiellement, à faire de la Nature la colonne vertébrale (le principe structurant) de la fabrique de la Ville, les artères (trames verte et bleue), les muscles (agriculture urbaine massive, espaces boisés, zones humides...) constituant alors l'ADN (le code essentiel de l'urbanisation) de la "Ville-Nature".

Une lecture transversale des dix articles fait ainsi ressortir **cinq thématiques** particulièrement importantes (et parfois entrecroisées dans certains des articles) pour la compréhension des relations complexes qu'entretient la ville à la nature, notamment en fonction des contextes institutionnels et urbains spécifiques qui caractérisent les cas étudiés au Brésil, au Burkina Faso, en France, au Québec et au Sénégal.

1) Stratégies foncières, fonctionnalité des espaces et conflits d'usage

Cette thématique, a priori relativement pointue, est en réalité implicite dans une bonne partie des articles réunis dans ce numéro, tant elle apparaît prégnante dès lors que l'on s'intéresse aux relations entre Nature et Ville. Elle est cependant abordée de manière plus explicite dans deux des articles composant ce numéro.

Le premier, proposé par Lucie Morère, Damiana De Sousa Campos et Doralice Barros Pereira, se focalise sur l'analyse des conflits de visions et d'objectifs des différentes catégories d'acteurs, "entre exploration, préservation et patrimonialisation de la nature" dans le cas de la petite ville rurale de Chapada Gaúcha (située dans le nord de l'État du Minas Gerais au Brésil). Entre intérêts des grandes coopératives agricoles exportatrices de monocultures, qui ont leur siège dans cette commune, et espaces naturels protégés (le Parc National Grande Sertão-Veredas, qui y a également son siège, et les aires protégées du Sertão Veredas-Peruaçu), les contradictions d'objectifs et les conflits de périmètres et d'usages illustrent une situation territoriale difficile. Ainsi, malgré des tentatives de dialogue, la conciliation d'activités extractives et agricoles exportatrices avec le développement d'activités favorables au développement socioéconomique de la population (comme le tourisme communautaire) reste problématique, tout en n'évitant pas les usages prédateurs de l'environnement et les inégalités sociales.

Le second article, proposé par Ndiogosse Soce, que nous examinerons plus en détail en lien avec la troisième thématique (voir infra), aborde la question des relations complexes, à la fois multi-échelles et multi-acteurs, qui caractérisent la valorisation de l'agriculture intra et périurbaine à Dakar (Sénégal). Ici, le cœur des convergences ou divergences (en termes de visions et d'attentes) entre acteurs a trait au caractère "multifonctionnel" ou non que devrait recouvrir cette valorisation.

Au-delà des cas d'espèce analysés dans les deux articles, la question de la multifonctionnalité des espaces et des conflits d'usage dans les projets d'aménagement confirme l'importance que cette problématique recouvre, et soulèvera probablement davantage encore dans un futur proche ou plus lointain, sur la capacité des "acteurs

des territoires” à concevoir et mettre en œuvre des compromis viables dans leur approche de la planification et la gestion d’espaces viables, de qualité “pour tous”, dans lesquels la Nature puisse retrouver sa place et ses “fonctions naturelles” (alimentation et environnement sains, récréation et qualité de vie à proximité, socialisation et “vivre ensemble”, paysages agréables, préservation du patrimoine...).

2) Dispersion urbaine versus densification et verticalisation

Cette thématique renvoie aux débats récurrents dans les champs de l’architecture, de l’urbanisme et de l’aménagement autour des questions de formes et compositions urbaines. La densification de la ville et la verticalisation des constructions sont ainsi avancées comme des stratégies efficaces de (re)configuration des espaces urbains face aux dérives (et conséquences néfastes sur la nature) engendrées par la prégnance depuis le milieu du XXème siècle du modèle de “ville horizontale” et de ses excroissances presque “naturelles” que sont la périurbanisation, l’étalement urbain et le mitage des campagnes et zones naturelles.

Dans son article, s’inscrivant dans une perspective d’analyse à portée générale, Oséias Teixeira Da Silva met ainsi en avant le rôle prédateur de la mondialisation et des logiques de financiarisation de l’économie, et tout particulièrement au niveau de la gestion foncière et immobilière, qui créent une pression destructrice sur la nature existante, mais également sur la nature que l’on serait en mesure de restaurer ou produire dans et autour des villes. Dans cette perspective, un changement radical, au plan global comme national et local, de modèle de développement serait nécessaire, en s’appuyant notamment sur des réglementations et contraintes légales beaucoup plus strictes en matière de croissance économique et urbaine.

Pour sa part, se référant au projet de recherche “Highrise Living and the Inclusive City” en France et au Brésil, Manoel Rodrigues Alves discute des fondements et conséquences des stratégies de verticalisation urbaine, notamment en termes de consommation d’espace. À partir des cas de la production spatiale urbaine à São Paulo et à Lyon. Pour l’auteur, loin de déboucher sur une ville plus inclusive, les bâtiments verticaux correspondent au contraire à des stratégies d’accumulation de capitaux globalisés recherchant des retours financiers rapides et élevés en investissant et transformant l’espace urbain, parfois avec l’appui des acteurs publics.

Bien entendu, ces deux articles sont loin d’épuiser le débat sur les causes et conséquences de la pression foncière en matière d’aménagement urbain, mais ils pointent tous les deux le caractère multi-échelles auquel elle se manifeste, et, parallèlement, comment des stratégies urbaines plus “inclusives” et moins prédatrices ne peuvent émerger dans des contextes institutionnels et politiques favorisant les logiques économiques et financières au détriment des logiques sociales, environnementales et culturelles que devrait porter la “ville durable”..

3) Economie circulaire, agriculture urbaine et multifonctionnalité des espaces

Cette troisième thématique transversale occupe aujourd’hui une place de plus en plus prégnante non seulement dans la sphère de la recherche académique, mais aussi et

surtout dans les débats qui animent les élus, les aménageurs et les citoyens autour de la question cruciale du “comment faire la ville durable” face aux défis du changement climatique, de la préservation de la biodiversité, de la gestion des ressources naturelles et de la protection de l’environnement en réduisant les nuisances de la croissance industrielle et urbaine, tant en ville que dans les espaces plus “périphériques”. Trois articles dans ce numéro spécial de RISCO dessinent, selon des angles différents, mais complémentaires et en partie convergents, des perspectives stimulantes de réflexion (et d’actions et expérimentations) sur la manière de faire de la ville un “hôte”, ou à tout le moins un “partenaire” constructif de l’agriculture, de la nature et de l’usage des ressources face à leur épuisement planétaire comme à leur accessibilité locale dans de nombreux territoires.

⁴Cet article nous permet également de rendre hommage à la personne de Luis de la Mora, prématurément disparu en 2019. Cet éminent chercheur, très fortement engagé dans la recherche-action, a joué un rôle majeur, reconnu de tous, dans la recherche d’une traduction concrète du droit à la ville pour les populations les plus pauvres des favelas et des Zones Spéciales d’Intérêt Social à Recife. L’article sus-mentionné lui doit beaucoup, notamment en ce qui concerne l’analyse du rôle joué par les catadores (collecteurs de déchets).

L’article de Jean-Paul Carrière, Fabiano Diniz et Luis de la Mora⁴, intitulé “Economia circular : preservação de recursos naturais e práticas urbanas. Uma análise comparativa (Tours, França & Recife, Brasil)” / “Économie circulaire : préservation des ressources naturelles et pratiques urbaines. Une analyse comparative (Tours, France & Recife, Brésil)”, montre comment la valorisation de la proximité organisationnelle et géographique entre acteurs du territoire (notamment dans l’espace urbain) peut permettre de faire face au défi de l’épuisement des ressources naturelles par la mise en œuvre d’actions sur l’ensemble du cycle de vie des produits (de leur conception et production, à leur consommation, recyclage, réutilisation...). La comparaison des deux cas montre des différences importantes tenant notamment à la place importante des actions informelles à Recife par rapport à Tours Métropole. Cependant, dans un cas comme dans l’autre, l’article conclut que ces actions ou opérations d’économie circulaire restent partielles et relativement fragmentées, et sont donc loin de s’inscrire dans une approche stratégique intégrée et globale.

Les deux articles suivants au sein de cette thématique ont trait à la place de l’agriculture urbaine et périurbaine dans le développement de deux capitales africaines, respectivement Ouagadougou au Burkina Faso et Dakar au Sénégal. Le premier de ces deux articles, proposé par Amélie Robert, Jean Louis Yengué, Fanny Augis, Mikael Motelica-Heino, Edmond Hien et Alain Sanou, intitulé “L’agriculture urbaine à Ouagadougou (Burkina Faso), tiraillée entre le désir des citoyens et l’action publique”, montre comment la relation entre “nature vécue” et “nature agie” apparaît fortement contrastée selon le contexte institutionnel et culturel considéré. De fait, si en Europe l’agriculture urbaine bénéficie d’une relative convergence entre les souhaits des citoyens et les actions des décideurs publics (ce qui explique son développement très rapide), le contexte burkinabais, tel qu’il ressort des observations et entretiens menés par les chercheurs à Ouagadougou (parallèlement à l’étude d’une série de documents d’aménagement), fait ressortir une situation plus contrastée dans laquelle les intérêts et attentes des agriculteurs, d’une part, et les visions portées par les décideurs, d’autre part, sont loin de coïncider.

Le second article, écrit par Ndiogosse Soce et déjà mentionné en lien avec la première thématique (voir supra), est intitulé “La multifonctionnalité de l’agriculture intra et périurbaine valorisée à Dakar : une approche dialectique multi-acteurs et multi-échelles”. Bien que sa problématique soit focalisée sur les questions de multifonctionnalité des espaces agricoles, elle est très convergente avec celle développée dans l’article précédent en ce qu’elle accorde une place importante aux perceptions, attentes et pratiques des

parties prenantes concernées pour identifier les points de convergence versus divergences entre les acteurs. L'auteur adopte cependant une approche plus large en termes d'échelles spatiales puisqu'il pose la question de la multifonctionnalité de l'agriculture à la fois dans la ville et dans le périurbain. L'approche multi-acteurs et multi-échelles proposée par l'auteur lui permet ainsi d'identifier les sources d'incohérences et de blocages entre acteurs dans la définition de la place de l'agriculture et des conditions de son maintien à Dakar par rapport à ses périphéries.

4) Gestion durable des ressources et planification urbaine

Si la gestion durable des ressources est explicitement abordée dans d'autres articles de ce numéro focalisés plus précisément sur d'autres thématiques (voir en particulier supra les articles respectivement de Carrière et al., et Morère et al.), elle est abordée de manière plus spécifique dans deux autres articles en lien avec les problématiques de planification urbaine.

C'est le cas tout d'abord de l'article de Ana Lucia Britto et Bernard Barraqué intitulé "La gestion des eaux pluviales en ville : regard croisés sur Paris et Rio de Janeiro". Les auteurs montrent comment, en termes d'impacts, la dualité des eaux pluviales en ville, à la fois ressource essentielle et menace potentielle, pose des difficultés importantes à la planification urbaine. En effet, en dépit de différences certaines de contextes et conditions (géographiques, institutionnelles, réglementaires, culturelles...), en France comme au Brésil (y compris dans le cas de grandes métropoles comme Paris et Rio de Janeiro, a priori bien "équipées" en termes de compétences techniques en matière de planification et d'aménagement), les approches et instruments traditionnels de la planification urbaine ont du mal à intégrer les problématiques spécifiques du cycle de l'eau au sein des outils d'urbanisme. De ce fait, dans un cas comme dans l'autre, la gestion durable des eaux pluviales en milieu urbain reste encore "au milieu du gué" pourrait-on dire, la gestion du cycle de l'eau étant encore relativement distincte, voire en partie déconnectée, d'une planification urbaine qui, tout en se voulant "durable", reste, de ce point de vue, peu intégrée.

Par contraste, l'article de Heloisa Costa, Roberto Monte-Mór et Geraldo Costa, intitulé "La Trame Verte et Bleue, matrice du renouvellement de la planification métropolitaine au Brésil. Réflexions à partir de l'expérience de Belo Horizonte" offre une perspective plus favorable d'intégration plus volontariste des dimensions environnementales dans la planification urbaine. L'expérience urbaine menée à Belo Horizonte depuis 2009 apparaît en effet exemplaire en ce qu'elle tente d'intégrer les différentes dimensions de la nature en ville (eau, végétation, climat, pratiques culturelles...) au processus de planification à différentes échelles : municipale, métropolitaine et régionale (avec des implications positives au plan national en termes de renouvellement des approches et pratiques de planification et d'aménagement). S'inspirant de l'approche française des trames verte et bleue, l'expérience de planification métropolitaine de Belo Horizonte depuis 2009 s'est traduite par des politiques et actions que l'on peut clairement qualifier de progressistes, et ce pour deux raisons. D'une part, parce qu'elles affirment la priorité aux espaces de vie et aux biens communs (naturels et bâtis). D'autre part, parce que l'expérience engagée met en avant la participation et la formation des citoyens en vue de construire de nouvelles relations entre nature et ville.

Ce rôle important de la participation citoyenne est également souligné dans d'autres articles de ce numéro, comme nous allons à présent le voir dans la dernière thématique avec les articles respectivement de Danielle P. Julião et de T. de Mattos Shaffik Hindi.

5) Participation citoyenne, innovation sociale et appropriation urbaine de la nature

Outre l'article de Heloisa Costa et al. présenté dans la thématique précédente, deux autres articles inclus dans ce numéro soulignent avec force le rôle de la participation citoyenne et de l'innovation sociale dans la gestion des ressources et l'appropriation urbaine de la nature.

L'article de Danielle P. Julião, intitulé "Gestion participative dans la politique de boisement urbain des municipalités de l'État de São Paulo : implications, défis et propositions", examine l'impact du Programme "Municipalité Verte Azul" (MVA) sur les processus politiques et de gestion environnementale des municipalités de l'État de São Paulo. Ce programme, qui introduit un "principe de gestion participative", a cependant des effets contrastés. À partir d'analyses documentaires et d'observations menées sur le terrain en 2017, l'auteur montre en effet que si des effets positifs sont bien identifiés (en termes d'accès à l'information, de prise de conscience environnementale et d'accroissement des qualifications de la population urbaine dans la prise de décision), la capacité des populations à résoudre les inégalités environnementales et à gérer les conflits inhérents au boisement en milieu urbain reste partielle et différenciée d'une municipalité à l'autre, même si elle est désormais réelle dans l'ensemble.

Pour sa part, l'article de T. de Mattos Shaffik Hindi intitulé "Paysage et appropriation urbaine" s'appuie sur le cas de la coopérative d'habitation Jeanne-Mance à Montréal (Québec, Canada). Il montre comment cette expérience a engendré un processus d'appropriation sociale permettant de produire un ensemble de bâtiments et d'espaces à la fois plurifonctionnel, adapté aux besoins quotidiens des usagers et offrant une qualité paysagère cohérente avec son environnement urbain. C'est ce rôle constructif de la planification populaire dans la contribution à la production d'un paysage urbain de qualité, comme le souligne l'auteur, qui a précisément fait défaut dans la planification, la conception et la réalisation des ensembles d'habitation Abdelnur et Zavaglia à São Carlos (État de São Paulo au Brésil). Le résultat de cette planification verticale, non concertée, est ainsi exactement à l'opposé de celui observé dans le cas de la coopérative d'habitation Jeanne-Mance, avec plutôt de la mono-fonctionnalité et des paysages monotones dans le cas de São Carlos.

Nature et Ville : des perspectives de recherche stimulantes

Au terme de cette mise en perspective des problématiques et thématiques abordées dans ce numéro spécial quant aux relations entre Nature et Ville, on ne peut que souligner à la fois l'étendue du sujet et le besoin concomitant d'approfondir la réflexion théorique et les investigations empiriques dans toute la diversité des contextes géographiques, historiques, institutionnels, socioéconomiques, culturels... et à toutes les échelles spatiales (du local au global, en passant par le régional et le national). Si l'ouvrage *Faire nature en ville* (Carrière et al., 2020), dont ce numéro de

RISCO se veut complémentaire, pose bien les enjeux de la place de la nature en ville et analyse de multiples manières les approches, processus et stratégies permettant de “fabriquer la Ville au défi de la Nature”, beaucoup reste à faire en matière de recherche. À la fois pour continuer à démêler l'écheveau complexe, multiforme et évolutif des relations entre ces deux réalités souvent en conflit, et pourtant toutes deux nécessaires, et probablement consubstantielles l'une à l'autre, dans la construction d'une existence humaine viable dans des espaces largement urbanisés. Mais également parce que c'est par la recherche, l'expérimentation, l'innovation (sous toutes ses formes) et l'action de toutes les parties prenantes (une “action collective” multi-échelles en somme) que des solutions et actions plus favorables à un urbanisme durable pourront être imaginées, construites et mises en œuvre. Dans cette perspective, le rôle conjugué des chercheurs (urbanistes, aménageurs, architectes, ingénieurs, écologues, économistes, sociologues, anthropologues...) comme de la société civile et des citoyens sera sans doute décisif.

En effet, l'enjeu est à la fois de continuer à convaincre (à “travailler”) les élus, planificateurs et législateurs, mais aussi les acteurs économiques et de la société civile, qu'on doit et peut faire “autrement” la Ville d'aujourd'hui et de demain en accord avec la Nature et avec les citoyens. Il est aussi de tenter d'en dessiner les conditions, possibilités et compromis “acceptables” par l'ensemble des parties prenantes en favorisant l'initiative, l'expérimentation et la créativité nécessaires pour sortir d'une vision passéiste, “routinière” et souvent fataliste de la relation de l'Homme à sa Ville et sa Nature. C'est ce défi, majeur et stimulant, que nous devons collectivement relever, au Nord comme (et avec le) au Sud, à toutes les échelles, pour que la Nature ne soit plus le “problème” mais la “condition essentielle” de la vie urbaine.

Évidemment, et une fois encore, les chercheurs (comme les autres parties prenantes dans les domaines de l'urbanisme et de l'environnement, notamment), ne pourront pas esquiver ce défi et se contenter, comme cela se produit trop souvent, d'expliquer après coup les racines des problèmes ou du “pourquoi ça n'a pas marché” quand on a essayé de les résoudre. Anticiper, investiguer, analyser, évaluer, proposer, expérimenter, assumer... C'est bien en cela que doit consister, fondamentalement, le travail des chercheurs en collaboration avec les autres parties prenantes et acteurs, pour dessiner ce que l'on pourrait appeler les “accords d'impédance” nécessaires entre la Nature et la Ville (toutes les deux d'aujourd'hui et de demain). La “feuille de route” est certes inconfortable, lourde, exigeante, mais c'est sans doute la seule pertinente et “viable” ...

Abdelillah Hamdouch
Professeur - Université de Tours

Références bibliographiques

BOURDEAU-LEPAGE, L. (2017). “Nature et ville, l'esprit d'une alliance”. In : L. Bourdeau-Lepage (Ed.). *Nature en ville - Désirs & Controverses*, Éditions La Librairie des territoires. pp. 14-34, Paris.

_____ (2020). “Nature et ville, alliance ou mésalliance, une traversée historique”. Chapitre 1 dans : Carrière J.-P., Di Pietro F., Hamdouch A., Robert A., Serrano J. (Eds.), *Faire nature en ville*. Presses de l'Université François Rabelais, Tours (à paraître).

- BROT, J.; GÉRADIN, H.; HAMDOUCH, A. (Eds.) (2012). Développement durable et processus de développement : contraintes institutionnelles et expériences territoriales. Dossier de *Développement Durable et Territoires*, Vol. 3, N° 3, décembre.
- CARRIÈRE, J.-P.; DE LA MORA, L. O dilema atratividade metropolitana-redução da fragmentação sócio-espacial: reflexões sobre a requalificação das zonas ribeirinhas nas áreas metropolitanas na França e no Brasil, in Fernandes A. et Chagas M. (2018). *O direito à cidade na França e no Brasil : uma nova agenda urbana*. Ed. UFBA, Salvador de Bahia.
- CARRIÈRE, J.-P.; DEMAZIÈRE, C.; PETREA, R.; FILIMON, L. (Eds.) (2013). *La mise en œuvre du développement durable : déclinaisons franco-roumaines*. L'Harmattan, Paris.
- CARRIÈRE, J.-P.; DI PIETRO, F.; HAMDOUCH, A.; ROBERT, A.; SERRANO, J. (Eds.) (2020). *Faire nature en ville*. Presses de l'Université François Rabelais, Tours (à paraître).
- CARRIÈRE, J.-P., HAMDOUCH, A., IATU, C. (Eds.) (2016). *Développement durable des territoires*. Coll. Géographie, Economica - Anthropos, Paris.
- DREW, P.; KLEIN, J.-L., HULSBERGEN, E. (Eds.) (2008). *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*. Techne Press, Amsterdam.
- FERNANDES, A.; CHAGAS, M. (2018). *O direito à cidade na França e no Brasil : uma nova agenda urbana*. Ed. UFBA, Salvador de Bahia.
- FOREST, J., HAMDOUCH, A. (Eds.) (2015). *Quand l'innovation fait la ville durable*, 2015. Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne.
- GHAFFARI, L.; HAMDOUCH, A.; KLEIN, J.-L. (2017). "L'innovation sociale et l'action communautaire comme facteurs d'une gentrification socialement acceptable. Le cas de Madeleine Champs-de-Mars à Nantes et Hochelaga à Montréal". *Colloque international ERSA-ASRDLF : Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation*, Université Panthéon, Athènes, 5-7 juillet 2017.
- GUÉRINGER, A.; HAMDOUCH, A.; WALLET, F. (Eds.) (2016). Foncier et développement des territoires ruraux et périurbains en France. Numéro spécial de la *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, N° 4.
- HAMDOUCH, A. (2005). «Émergence et légitimité des institutions, coordination économique et nature de la rationalité des agents». *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, Vol 18, N° 2, pp. 227-259.
- _____ (Ed.) (2010). Développement durable. Dynamiques des territoires ruraux et logiques d'acteurs. Dossier dans *Économie Rurale*, N° 320, novembre-décembre.
- _____ (2015). "Transformation urbaine durable et gouvernance participative : Problématisation et éclairages à partir du cas de Stockholm". Ch. 7 dans : *Quand l'innovation fait la ville durable*, J. Forest et A. Hamdouch (Eds.), Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, pp. 121-138.
- HAMDOUCH, A.; NYSETH, T.; DEMAZIÈRE, C.; FØRDE, A.; SERRANO, J.; ARSÆTHER, N. (Eds.) (2017). *Creative approaches to planning and development. Insights from small and medium-sized towns in Europe*. Routledge, London and New York.
- HAMDOUCH, A., ZUNDEAU, B. (Eds.) (2010a). Éclairages récents en économie de l'environnement et du développement durable : diversité territoriale et dynamiques socio-institutionnelles. Numéro spécial de *Géographie, Économie, Société*, Vol. 12, N° 3.
- _____ (Eds.) (2010b). New Perspectives on Sustainable Development. Numéro spécial, *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 53, N° 4.
- HINCHLIFFE, S.; WHATMORE, S. (2006). "Living cities: Towards a politics of conviviality". *Science as Culture*, Vol. 15, N° 2, pp. 123-138.
- KLEIN, J.-L.; CAMUS, A.; JETTÉ, C.; CHAMPAGNE, C.; ROY, M. (Eds.) (2016). *La transformation sociale par l'innovation sociale*. Presses de l'Université du Québec, Québec.

- LUSSAULT, M. (2013). *L'avènement du monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre*. Coll. La couleur des idées, Le Seuil, Paris.
- MOULAERT, F.; MacCALLUM, D.; MEHMOOD, A.; HAMDOUCH, A. (Eds.), 2013. *The International Handbook on Social Innovation – Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*. Edward Elgar Publishing, Cheltenham.
- NYSETH, T.; HAMDOUCH, A. (Eds.) (2019). The Transformative Power of Spatial Planning through Social Innovation. Numéro spécial de *Urban Planning*, Vol. 4, N° 1, janvier 2019.
- RÉALITÉS INDUSTRIELLES (2008). "Hégémonie de la ville". Numéro spécial, février.
- SERRANO, J.; HAMDOUCH, A.; VALOIS, J.-N. (2000). "Les espaces agricoles habités : réflexions à partir du cas de l'agglomération tourangelle (France) et de Salvador de Bahia (Brésil)". Chapitre 5 dans : Carrière J.-P., Di Pietro F., Hamdouch A., Robert A., Serrano J. (Eds.), *Faire nature en ville*, Presses de l'Université François Rabelais, Tours (à paraître).
- TORRE, A.; BEURET, J.-E. (2012). *Proximités territoriales*. Coll. Géographie, Economica - Anthropos, Paris.
- WRIGHT, F. L. (1958). *The living city*. Horizon Press, New York.